

## La Direction des Recherches et des Vérifications

### 1- Résultats du contrôle fiscal au 30/06/03

- Nombre Vérification de comptabilité (DIV.SRV) : 3069  
- Nombre de VASFE : 1165  
- Droits rappelés V.C. : 17.016.564.862,00  
- Droits rappelés VASFE : 796.142.216,00  
- Contrôle des transactions Immobilières : 2022 transactions révaluées  
- Droits rappelés : 1.966.090.000 DA

### 2 - Principales actions réalisées :

✓ Mise en place d'un dispositif spécifique de suivi au niveau local et central des procurations accordées par des titulaires de registre de commerce. Ce dispositif a confirmé que la procuration constitue un moyen de fraude important et son interdiction a été proposée et retenue dans le cadre du décret portant organisation des activités commerciales ainsi que dans le cadre de la Loi de Finances pour 2004 (Article 29).  
✓ Parachèvement des principales actions d'encadrement du contrôle fiscal

par l'élaboration et la diffusion aux services des circulaires concernant l'évaluation des fonds de commerce et la reconstitution des bases d'imposition par le recours au compte financiers et au compte matières.

✓ Enquête parcellaire sur l'utilisation d'avantages fiscaux accordés dans le cadre de l'APSI (ANDI) à travers la constatation de l'existence effective des investissements et d'équipements et leur conformité avec les listes programmes. Analyse des courants de fraude les plus dominants à travers l'examen de la situation fiscale des principaux clients de fournisseurs et producteurs disposant de parts importantes de marché dans leur branche d'activité et adaptation de l'activité des services en vue de lutter contre les pratiques frauduleuses relevées.

Poursuite des actions de formation, de recyclage et de perfectionnement des agents chargés du contrôle des activités et de revenus (coopération Algéro-Française).

## La Direction de l'Organisation de l'Informatique

La DOI, durant l'année 2003, a mené les actions suivantes:

### 1. Projet DGE:

Participation active au sein du projet par la constitution d'un groupe de travail, avec pour objectif la réalisation d'une solution logicielle.

a. Mise au point d'une application qui prendra en charge l'enregistrement du dossier du contribuable et les procédures de paiement.

b. Tests de l'application effectués.

c. Formation du personnel DGE à l'application.

d. Installation de l'infrastructure technologique sur site: configuration des serveurs, installation de l'application, etc.

e. Prospection du marché international, organisation de séminaires avec éditeurs et fournisseurs internationaux de solutions

f. Finalisation d'un cahier des charges pour l'acquisition d'une solution logicielle à partir du marché international. La procédure d'Appel d'Offres est en cours.

g. Finalisation d'un cahier des charges pour l'acquisition des équipements informatiques pour la DGE.

h. Réalisation et test de l'application "télé déclaration obligations fiscales" via Internet.

### 2. Projet CDI :

Participation active au sein du projet par la constitution d'un groupe de travail, avec pour objectif la réalisation d'un cahier des charges fonctionnel ainsi que celui destiné à acquérir une infrastructure matérielle.

### 3. Schéma Directeur Informatique

Finalisation d'un cahier des charges pour recruter, par voie d'appel d'offres international, une expertise pour une assistance dans l'élaboration d'un schéma directeur informatique.

### 4. Suivi de l'opération d'immatriculation (NIS)

✓ Travaux de mise à jour du fichier national des contribuables

✓ Modernisation de la procédure d'immatriculation: une nouvelle procédure d'immatriculation sera mise en expérimentation prochainement. A travers le recours aux TIC, la DGI escompte supprimer l'attribution du NIS provisoire.

### 5. Mise à jour du site WEB

✓ Le nombre de visiteurs s'élève à près de 50.000.

✓ Des travaux réguliers de mise à jour sont menés.

✓ Près de 400 requêtes reçues d'internautes nationaux et étrangers ont été prises en charge.

### 6. Travaux d'émission:

✓ Achèvement des travaux d'émissions des rôles IBS et IRG.

✓ Les travaux d'émission des rôles de la taxe foncière/taxe d'assainissement sont en cours.

### 7. Application de l'opération Recensement :

✓ Saisie des fiches de recensement des habitations et des activités en cours.

### 8. Travaux d'organisation :

✓ Prise en charge des propositions de réorganisation des structures de l'Administration Fiscale

✓ Activité de la commission nationale des imprimés: allègement de la nomenclature; prise en charge des dispositions de la loi de finances.

✓ Mise à disposition de la nomenclature, sur intranet, à l'ensemble des structures.

## La vie des structures



Siège du CDI de Sidi M'hamed

Par cette rubrique " la Lettre de la DGI " tend à mieux faire connaître la Direction Générale des Impôts et ses services déconcentrés, afin qu'elle se rapproche davantage de ses usagers, et leur facilite l'accès à ses structures.

Les services locaux sont constitués d'un nombre important d'Inspections, qui gèrent les impôts et taxes des contribuables.

S'appuyant sur un réseau remarquable de Recettes chargées du recouvrement de l'impôt, ces Inspections sont dirigées par 54 Directions de Wilaya qui assurent la hiérarchie technique. L'échelon de liaison privilégié est constitué par neuf Directions Régionales, regroupant chacune 5 à 6 Directions de Wilaya et déléguant l'Administration Centrale de certaines tâches de gestion de personnel et de répartition de crédits budgétaires.

Le contrôle interne de la gestion quotidienne des services est assuré, localement, par des Inspections Régionales des Services Fiscaux, chargées du contrôle de l'activité des services, et calquées au plan territorial sur les Directions Régionales.

Cette répartition classique des services a été remaniée à l'occasion des mesures initiées pour moderniser davantage l'Administration Fiscale. Il s'agit pour rappel, de la création d'une Direction devant accueillir et traiter les dossiers des grandes entreprises, et des Centres des Impôts et Centres de Proximité, chargés de la gestion des autres contribuables. Le prochain numéro de " la Lettre de la DGI " sera consacré à la Direction Régionale d'Alger.

Le comité de rédaction

## Le Droit de Savoir

### Principales mesures fiscales introduites par la Loi de Finances pour 2004.

Les objectifs fixés et les impacts attendus des mesures législatives prévues dans la loi de finances pour 2004 s'articulent autour des axes ci-après:

#### 1. Aménagement des seuils de compétence des commissions de recours :

Ce réaménagement se traduit comme suit:

✓ La commission de recours de Daïra: examine désormais les dossiers dont les côtes sont inférieures ou égales à 500.000 DA.

✓ La commission de recours de wilaya: connaît des dossiers dont les côtes sont supérieures à 500.000 DA et inférieures ou égales à 2.000.000 DA.

✓ La commission centrale de recours est quant à elle, compétente pour les côtes d'impôts directs et taxes assimilées et les taxations de TVA supérieures à 2.000.000 DA.

#### 2. Soutien à l'investissement et à l'emploi :

✓ Réduction du taux du versement forfaitaire (VF) de 3% à 2%;

✓ Suppression du plafond d'amortissement pour les véhicules de tourisme constituant l'outil principal de l'activité de l'entreprise;

✓ Relèvement du plafond des sommes consacrées au sponsoring, patronage et parrainage des activités sportives et des initiatives de jeunesse de 3.000.000 DA à 6.000.000 DA;

Ainsi, ces sommes sont admises en déduction pour la détermination du bénéfice fiscal sous réserve d'être dûment justifiées à hauteur de 10% du chiffre d'affaires des personnes morales et /ou physiques et dans la limite d'un plafond de six millions

de dinars (6.000.000 DA)

✓ Elargissement de la franchise de la TVA aux services liés à la réalisation de l'investissement et aux véhicules de tourisme acquis par les jeunes promoteurs éligibles à l'aide du "Fonds National de Soutien à l'Emploi des Jeunes";

✓ Octroi d'un abattement de 20% sur l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) au profit des PME / PMI implantées dans les wilayas éligibles à l'aide du " Fonds Spécial de Développement des Wilayas du Grand Sud";

✓ Octroi d'un abattement de 15% sur l'IBS au profit des PME/PMI implantées dans les Wilayas éligibles à l'aide du "fonds spécial pour le Développement Economique des Hauts Plateaux" Exemption de l'IRG et de l'IBS des opérations de réalisation d'habitations rurales;

✓ Exemption de la TVA relative à la souscription des contrats d'assurance pour risques de calamités naturelles;

✓ Octroi de la franchise de taxe sur les biens et services acquis dans le cadre d'un marché en faveur d'une entreprise étrangère n'ayant pas d'installation professionnelle permanente en Algérie ayant conclu un contrat avec une entreprise algérienne bénéficiant de l'exonération ou de la franchise de la TVA.

#### 3. Renforcement du dispositif de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales

Afin de renforcer le dispositif de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale déjà mis en place, la loi de finances 2004 a prévu les mesures suivantes:



#### ✓ Interdiction de l'exercice d'une activité commerciale après délit de fraude fiscale;

Dans le cadre du renforcement du dispositif de lutte contre la fraude fiscale, il est interdit à compter du 1er janvier 2004, à toute personne ayant fait l'objet de condamnation à titre définitif pour fraude fiscale d'exercer une activité commerciale au sens de la loi n° 90-12 du 18 août 1990 relative au registre de commerce, modifiée et complétée.

Cette interdiction, dont le caractère est dissuasif, permettra certainement d'alléger le recours de certains contribuables à des manœuvres frauduleuses portant atteinte aux intérêts du trésor public.

#### ✓ Destruction des produits tabagiques saisis; ✓ Destruction des Alcools saisis;

✓ Application de la retenue à la source au taux de 15%, libératoire, de l'impôt sur les bénéfices répartis entre les personnes physiques ou morales non résidentes en Algérie.

Afin d'harmoniser le mode d'imposition des revenus distribués, la loi de finances 2004 a étendu l'application de la retenue à la source aux bénéfices répartis entre les personnes physiques et les personnes morales non résidentes en Algérie au taux de 15%, libératoire d'impôt.

### La Lettre de la DGI

Ministère des Finances  
Immeuble Ahmed Francis  
Cité Malki, Ben Aknoun - Alger  
Tél: 021 59 55 16 Fax: 021 59 55 56

Directeur de Publication: Mohamed Abdou BOUDERBALA  
Coordination: Aïcha BENMALEK

Comité de rédaction: BM.Aid, M.Bafdal, H.Benyelloul, M.Guidouche, A.Hibouche, ML.Krache, M.Saïdani, M.Zikara  
Conception et réalisation: ALPHA Design Tél.: 021 21 07 71

WWW. LettreDGI@finances-algérie.org  
Website : WWW. Impots-dz.org

## La Lettre de la D.G.I

Lettre d'information bimestrielle éditée par la Direction Générale des Impôts

n°15 / Février 2004

### Editorial

L'Administration Fiscale s'est engagée, depuis l'an 2000, dans la réalisation d'un programme ambitieux de modernisation de ses structures et de ses modes opératoires, en vue de lui garantir à terme une véritable efficience grâce à des systèmes modernes de gestion et de pilotage.

Les résultats fiscaux réalisés par les services extérieurs reçoivent chaque année l'audit nécessaire par le biais d'un système d'évaluation empirique et non organisé, avantageant la mission du recouvrement au détriment des autres missions, non moins importantes, ayant trait à l'assiette fiscale, au contrôle, au contentieux, à la gestion des ressources et des relations publiques.

Ce mode de pilotage ne permettait pas à la DGI de disposer d'une gestion stratégique par les seuls résultats, car contenant lui-même des limites importantes au plan de la visibilité et de l'efficience.

Aussi, le pilotage par objectifs a-t-il été retenu comme vecteur essentiel du contrôle de gestion, nécessaire au système global de gestion préconisé (Direction des Grandes Entreprises, Centres Des Impôts, Centres De Proximité et Centres Spécialisés).

Pour ce faire, la DGI a mis en place un dispositif d'évaluation fonctionnant sur la base d'indicateurs de gestion concourant à mesurer le degré de réalisation des objectifs fixés.

Les Directeurs Régionaux et de Wilaya sont soumis également, à des contrats de performance sur une période biennale, à charge pour eux d'assurer les déclinaisons nécessaires aux niveaux inférieurs.

Les indicateurs retenus, couvrent l'ensemble du niveau opérationnel: assiette, recouvrement, contrôle, contentieux, ressources, informatique, tâches et actions touchant les relations publiques.

Les premières actions à entreprendre dans ce domaine, vont concourir à consolider les résultats satisfaisants obtenus en 2003.

Il importe de signaler que l'objectif premier de ce mode de pilotage est de procéder d'une manière pointue au recentrage de la gestion sur les métiers de la DGI, aidé dans cela à l'avenir, par la normalisation des tâches induite par le processus de modernisation en cours.

M. GUIDOUCHE

### DANS CE NUMÉRO



- L'Editorial
- Avant-propos
- Interview de M. GUIDOUCHE
- Flash Infos

- La vie des structures
- Le droit de savoir

## Les Indicateurs de Gestion



### ► Avant-propos

La parution de la Lettre de la DGI est maintenue pour ce mois de février dans une version qui se veut élargie aux divers aspects de la matière fiscale et des acteurs de la fiscalité.

De nouvelles rubriques enrichiront la Lettre dont l'édition sera, désormais, bimestrielle. Ainsi, la rubrique «La vie des structures» fera connaître aux contribuables les différentes structures de base de la DGI telles que les Directions régionales (DRI) et les Directions de wilaya (DIW).

Par cette publication, la DGI aspire à améliorer la qualité de ses services et à bonifier davantage ses relations avec les contribuables.

Vecteur d'informations et support de renseignements statistiques, cette revue gagne en lectorat, en présentant une image réelle de l'Administration fiscale.

Cet effort, constamment renouvelé, illustre, à juste titre, la politique de modernisation adoptée et entamée par la DGI dès l'année 2000.

Le comité de rédaction

# Interview

**M. GUIDOUCHE, Directeur des Opérations Fiscales,**  
livre à "La Lettre" ses impressions sur la mise en place et les résultats du groupe de travail des Indicateurs de Gestion.



Le DG entouré des Directeurs Centraux lors des signatures de contrats de performances

Les DRI et DIW signant leurs contrats de performance

**L. DGI: parlez - nous des résultats des travaux du groupe de travail des Indicateurs réalisés jusqu'ici ?**

**M. GUIDOUCHE:** depuis la création et l'installation du groupe de travail il y'a une année, les principaux travaux livrés se résument dans la conception et la mise en forme du dispositif d'évaluation des performances des services extérieurs, dans une première phase. Les Directions Régionales et les Directions de Wilayas ont été invitées, lors de la Conférence annuelle des Cadres tenue eu mois d'octobre 2003, à mettre en œuvre ce dispositif par l'installation des indicateurs de gestion durant le dernier trimestre 2003, qui serviront de cadre référentiel au contrat de performance 2004-2005.

Pour ce faire, les DRI et le DIW ont signé des contrats par lesquels ils s'engagent à garantir une bonne installation des indicateurs au niveau de leurs services respectifs.

Cette mise en œuvre a été soutenue par une vulgarisation du dispositif tant en direction des cadres centraux qu'en direction de l'ensemble des cadres au niveau local, par le biais de séminaires régionaux couvrant le territoire du pays, et animés par l'ensemble des membres de l'équipe du projet avec le soutien des structures techniques centrales.

**Est-ce que vous considérez, qu'il est opportun de mettre en œuvre ce dispositif compte-tenu du niveau actuel du développement de l'Administration Fiscale ?**

**M. G:** d'un point de vue strictement managérial, nous avions souhaité que le système de pilotage projeté soit adossé à un système de gestion et à un système d'information moderne. Or, le processus de modernisation est par définition très long et



nous escomptons récolter les premiers fruits à brève échéance. Aussi, devant ce dilemme et eu égard au faible niveau d'informatisation notamment des services de base, l'équipe de projet a identifié et mis en place des indicateurs de gestion de base à l'effet d'éviter la création de nouvelles tâches de travail en plus des tâches traditionnelles déjà lourdes.

L'utilité première est donc de "booster" la gestion largement défailante sur l'ensemble des métiers.

L'utilité secondaire est d'inculquer cette nouvelle culture de management chez les cadres et les personnels et, préparer les agents à tous les niveaux à gérer les nouveaux défis.

Enfin, l'utilité troisième consiste à mesurer et, à apprécier désormais les performances des services d'une manière moins empirique et plus globale car le dispositif offre plus de visibilité et d'aide à la décision.

**Quel est le plan d'action de l'équipe de projet en 2004 ?**

L'équipe de projet s'attèle à proposer le projet d'instruction relative au contrat de performance 2004 -2005. A ce sujet, le groupe est chargé des travaux suivants :

- 1-définition et exécution du plan d'action multiforme de vulgarisation au titre de l'année 2004;
- 2- révision des indicateurs dans le sens de l'allègement du dispositif;
- 3- définition et organisation du dialogue avec les DRI et les DIW;
- 4- adoption du tableau de bord des indicateurs et son manuel d'utilisation;
- 5- définition des modalités de mise en œuvre des contrats 2004-2005.

**Peut-on connaître le mode opératoire du dialogue préconisé ?**

**M. G:** S'agissant du premier dialogue pour la fixation des objectifs de performance, ce dernier s'étalera au moins sur deux mois (février et mars 2004 par région et par wilaya) après diagnostic des résultats issus de l'installation des indicateurs arrêtés au 31-12-03. A l'issue de cette procédure contradictoire, les DRI et DIW procéderont à la signature des contrats de performance pour la période 2004-2005.

**Un dernier mot, pour conclure ?**

**M. G:** l'installation de ces nouveaux outils de management valorise le travail et la transparence à tous les échelons. Par ailleurs, la sagacité et l'engagement des personnels constituent à coup sûr un avantage certain pour surmonter les difficultés générées par ce changement, d'où notre optimisme affiché.

# Flash/infos

## La DGI s'installe



La Direction Générale des Impôts, s'est dotée d'un nouveau siège, au sein du nouvel Immeuble du Ministère des Finances, inauguré, par M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République, le 27 décembre 2003, en présence de M. Abdelatif Benachenhou, Ministre des Finances, Mme Fatiha Mentouri, et des Hauts Fonctionnaires du Ministère des Finances.

- ✓ La DGI, occupe les ailes "A" et "E", qui sont Composées de dix étages :
- ✓ La Direction de l'Organisation de l'Informatique (DOI) est au 1<sup>er</sup> étage
- ✓ La Sous- Direction des Relations Publiques ainsi que la Bibliothèque se trouve au 2<sup>e</sup> étage
- ✓ La Direction des Opérations Fiscales (DOF) occupe le 3<sup>e</sup> et une partie du 4<sup>e</sup> étage
- ✓ La Direction des Recherches et des Vérifications (DRV) occupe le 5<sup>e</sup> et une partie du 4<sup>e</sup> étage
- ✓ La Direction du Contentieux (DCTX) est au 6<sup>e</sup> étage
- ✓ La Direction de l'Administration des Moyens (DAM) occupe le 7<sup>e</sup> et le 8<sup>e</sup> étage
- ✓ L'Inspection Générale des Services Fiscaux (IGSF) est au 9<sup>e</sup> étage

Le 10<sup>e</sup> étage est occupé par le Cabinet de M. le Directeur Général, le cabinet de M.le Directeur d'es études et par la Direction de la Législation Fiscale (DLF).

## Activités Ministérielles

M. Abdelatif Benachenhou, Ministre des Finances, a réuni l'encadrement de la DGI, conduit par M. Abdou Bouderbala, Directeur Général, le 21 janvier écoulé. Cette réunion a été consacrée à l'examen du programme de modernisation de l'administration fiscale; cette même modernisation s'inscrit dans le

programme de réforme globale du Ministère des Finances. après avoir prie connaissance de certaines indications, M. Le Ministre a fait part de ses recommandations quant à la mise en œuvre effective de ce programme relatif à la modernisation de l'Administration Fiscale.

## Activités de Monsieur le Directeur Général

● Le comité de coordination, présidé par M. le Directeur Général, s'est réuni en date du 13 et 29 du mois de décembre. Ces réunions ont été consacrées respectivement à la mise en œuvre du programme de modernisation de l'Administration Fiscale, et au changement du mode de répartition des programmes des vérifications de comptabilité.

● M. A Bouderbala, a par ailleurs, assisté, en date du 03 déc 2003, à une réunion avec la Direction Générale de la Comptabilité consacrée aux recettes de gestion, dont le transfert à cette Direction Générale.

● Une séance de travail a réuni autour de M. le Directeur Général les membres du groupe "Indicateurs de Gestion", le 29 décembre 2003.

Cette séance de travail a été consacrée aux points suivants:

- ✓ Evaluation des résultats des conférences régionales de vulgarisation;
  - ✓ Analyse du projet du tableau de bord "Indicateurs de performance"
  - ✓ Détermination des procédures de diagnostic et du dialogue.
- Des recommandations ont été faites par le Directeur Général, après qu'il eut demandé certaines précisions.

## Animation & vulgarisation

Afin d'informer les usagers de l'Administration Fiscale, et pour mieux commenter les nouvelles dispositions prises par la "Loi de Finances 2004" et leur impact sur l'économie nationale, des cadres centraux de la DGI, ont animé une série de conférences, et participé à des séminaires.

Une journée d'information a été organisée par la /Chambre Algérienne du Commerce et d'Industrie (CACI) à l'Hôtel Aurassi le 11 janvier,

à la suite de l'intervention remarquée de M.Le Ministre des Finances, à l'ouverture de cette manifestation, le Directeur Général, M.A.Bouderbala a présenté les principales innovations de la Loi de Finances pour 2004. M. A. Bouderbala, a par ailleurs animé une conférence analogue, à Oran le 15 janvier, devant les opérateurs économiques réunis à la Chambre Régionale du Commerce.

## Coopération internationale



● Des experts de la DGI Française, ont animé des séminaires, au mois de décembre 2003, au profit des cadres de l'Administration Fiscale (Directeurs Régionaux, Directeurs de Wilayas, ainsi que l'encadrement de l'administration Fiscale, Informaticiens et gestionnaires des ressources humaines), sur le pilotage par objectifs.

La première session s'est déjà déroulée au mois de septembre 2003.

● Une délégation du Département du Trésor Américain, s'est déplacée au mois d'octobre en Algérie.

Composée de trois experts dans les gestions relatives à la fiscalité, cette mission a rencontré le Directeur Général et ses principaux collaborateurs, pour s'enquérir des possibilités de coopération et d'assistance. Ces rencontres ont permis aux experts Américains de prendre connaissance de l'organisation du système fiscal en vigueur, et les discussions ont tourné autour des grands axes de modernisation que l'Administration Fiscale a entamé depuis des années.

● Une délégation de l'Administration Fiscale Soudanaise, composée du Directeur Général des Affaires Financières et Administratives du Ministère des Finances et du Directeur de l'Institut des Impôts, cette délégation a rencontré les responsables centraux et s'est également rendue au siège de l'ENI à Koléa.

● La Direction Générale des Impôts du Niger, qui a sollicité l'assistance de la DGI Algérienne pour la formation de son personnel au niveau de l'ENI de Koléa.

Enfin des contacts réguliers sont entretenus avec les organisations internationales et régionales, notamment le FMI, la Banque Mondiale et le Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF).

# Bilan d'activité

de la DGI durant l'année 2003

## L'Inspection Générale des Services Fiscaux



Au titre de l'année 2003, l'Inspection Générale des Services Fiscaux (IGSF) a perfectionné ses méthodes d'investigations, et élargi son champ d'action au rythme des changements et de la modernisation de la Direction Générale des Impôts. Ces progrès résultent de la mise en place d'une cellule informatique qui constitue dès lors sa pièce maîtresse dans le dispositif de contrôle interne précis, institué en 2001 suite à la modification de l'organisation de l'IGSF (création de Divisions) et à la clarification des différents niveaux de compétence de ces structures.

C'est ainsi que le programme de travail approuvé par M. le Directeur Général, qui n'a exclu aucun des aspects de l'activité de la DGI, a été pris en charge dans le cadre des différentes formes d'interventions de l'IGSF.

- ✓ Programme général (vérification globale des services de base-Inspections et Recettes)
- ✓ Programme d'assistance et d'animation (dysfonctionnements, retards, dégradations)
- ✓ Programme spécial (vérifications ciblées sur des situations préalablement identifiées)
- ✓ Pilotage de la mise en place de la Direction de l'information et de la Documentation
- ✓ Enquêtes administratives (moralisation de l'administration fiscale)
- ✓ Elaboration du rapport sur le contrôle de gestion globale de la DGI (Mesures d'efficacité et d'efficacité, solutions envisagées).

## La Direction des Opérations Fiscales

**1/ Fiscalité Ordinaire:**

au plan des résultats, la fiscalité ordinaire est caractérisée par une amélioration sensible des recettes. En effet, elles passent de 493,09 MDS/DA, en 2002, à 537,59 MDS/DA en 2003, soit une plus value fiscale de 44,5 MDS/DA. Par rapport aux prévisions de la LFC pour 2003, un taux de réalisation exceptionnel de 105% a été réalisé.

**3/ Fiscalité pétrolière:**

Les prévisions des recettes pétrolières au titre de l'année 2003 ont été réalisées dès le mois d'août, soit un montant de 836,06 MDS/DA. Le surplus dégagé au cours des 4 derniers mois de l'année 2003 est versé au "fond de régulation des recettes".

**2/ Fiscalité des collectivités locales et des fonds spéciaux:**  
Le montant réalisé s'élève à 94,56

MDS/DA. La part revenant aux collectivités locales et au FCOL est de 84,16 MDS/DA; celle revenant aux fonds spéciaux s'élève à 10,40MDS/DA. Il est noté que ces ressources, d'origine fiscale, connaissent une stabilité malgré la révision à la baisse du taux de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) et du versement forfaitaire (VF).

Après la promulgation de la loi de Finances, la DLF a entamé l'élaboration des circulaires d'application ainsi que les textes réglementaires devant être pris en application de certaines dispositions de cette Loi.

● L'activité du **volet études** a consisté essentiellement dans l'étude et l'examen des différents textes législatifs et réglementaires, soit globalement 14 projets de lois, 35 projets de textes réglementaires.

Une étude intéressante sur la fiscalité agricole a également été élaborée.

● Quant au volet "**Relations Publiques**" a été marqué par la participation à plusieurs Journées d'études et Séminaires organisés par les organismes au cours de l'année. Un effort particulier a été maintenu pour mettre à la disposition du public des brochures, dépliants, guides et codes fiscaux; annotés et mis à jour.

L'enrichissement du Fonds Documentaire de la DGI a permis de doter la Bibliothèque de 70 ouvrages nouveaux, permettant aux praticiens, agents et citoyens, d'être informés sur les doctrines fiscales des pays voisins et autres.

## La Direction de l'Administration des Moyens

**Personnel**

La stabilisation des effectifs de la Direction Générale des Impôts s'est poursuivie au cours de l'année 2003. L'effectif global de la D.G.I. se chiffre à 23 008 agents dont 6501 Agents de sexe féminin soit un pourcentage de 28,28%

**Formation**

Obéissant à un plan pluriannuel ad'hoc, la formation vise essentiellement une remise à niveau et le perfectionnement des personnels,

assurés par l'Ecole Nationale des Impôts et les Directions Régionales, tandis que la formation initiale est assurée par l'Institut d'Economie Douanière et Financière (IEDF) et l'Ecole Nationale des Impôts (ENI). Des formations spécifiques ont été initiées en 2002 et 2003. Les cadres affectés à la Direction des Grandes Entreprises ont bénéficié d'une formation particulière en audit et fiscalité pétrolière avec la collaboration d'un organisme étranger et l'I.F.P. d'Arzew. Enfin, des séminaires et l'I.F.P. de formations de longues durées (PGS - DESS), notamment sur la gestion des ressources humaines et les NTIC ont ciblé presque deux cent (200) agents de l'administration fiscale en 2002. Bien que le nombre d'agents formés est significatif, l'espérance de formation reste de

sept (07) années. Cette durée doit être ramenée dans les années à venir à trois (03) années, voire même deux années. Par ailleurs, le dispositif réglementaire régissant la formation constitue un obstacle majeur (interdiction de faire, durant sa carrière, plus d'un cycle de formation, de recyclage dans son corps, barème de rémunération des vacations peu attractif, marge de manœuvre très réduite).

**Budget**

Le budget annuel alloué à la Direction Générale des Impôts s'élève globalement à la somme de 9.160.077.000 DA dont 8 .182.660.000 DA en rémunérations et accessoires, soit 89,26 %.

**Les Infrastructures**

Le programme de modernisation de l'administration fiscale avance sensiblement. Les études ont abouti pour la réalisation :

- ✓ C.D.I. Type
- ✓ C.R.I. Oran

L'effort d'informatisation s'est orienté sur la gestion des imprimés. L'année 2004 sera l'aboutissement de ce volet.

## La Direction du Contentieux

✓ **Le contentieux ordinaire** a accueilli environ 125000 réclamations durant l'année 2003. 96000 demandes environ ont été clôturées, et parmi celles-ci 150 dossiers "importants" ont été également instruits.

✓ **Le Contentieux Juridictionnel** a connu un volume d'affaires moyen: 1400 recours ont été enrôlés devant les Chambres Administratives et 800 arrêts ont été rendus.

✓ **Le Conseil d'Etat** a rendu 100 arrêts

sur 220 pourvois qu'il a instruits.

Quant à l'aspect répressif, l'Administration Fiscale a maintenu sa pression, pour juguler la fraude, en déposant 390 plaintes pour l'année 2003. Les jugements sont intervenus pour 75 affaires pénales.

✓ **Le contentieux des Commissions de Recours** a également connu un effort soutenu presque 330 dossiers ont été examinés par la Commission Centrale et 14 500 par les commissions locales (Wilaya et Daïra).

## La Direction de la Législation Fiscale

**Les activités de la Direction de la Législation Fiscale ont touché en 2003 trois principaux volets :**

- **Le volet Législatif et réglementaire** qui a vu la DLF engager comme chaque année, les travaux préparatoires de la Loi de Finances pour 2004 et suivre son adoption.
- Après la promulgation de la loi de Finances, la DLF a entamé l'élaboration des circulaires d'application ainsi que les textes réglementaires devant être pris en application de certaines dispositions de cette Loi.
- L'activité du **volet études** a consisté essentiellement dans l'étude et l'examen des différents textes législatifs et réglementaires, soit globalement 14 projets de lois, 35 projets de textes réglementaires.
- Une étude intéressante sur la fiscalité agricole a également été élaborée.
- Quant au volet "**Relations Publiques**" a été marqué par la participation à plusieurs Journées d'études et Séminaires organisés par les organismes au cours de l'année. Un effort particulier a été maintenu pour mettre à la disposition du public des brochures, dépliants, guides et codes fiscaux; annotés et mis à jour.

L'enrichissement du Fonds Documentaire de la DGI a permis de doter la Bibliothèque de 70 ouvrages nouveaux, permettant aux praticiens, agents et citoyens, d'être informés sur les doctrines fiscales des pays voisins et autres.